

Convention collective

**IDCC : 9352. – EXPLOITATIONS DE PÉPINIÈRES
ET D'HORTICULTURE
(Ille-et-Vilaine)
(15 octobre 1985)**

(Etendue par arrêté du 6 mars 1986,
Journal officiel du 15 mars 1986)

AVENANT N° 48 DU 2 OCTOBRE 2015

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX

NOR : AGRS1697003M

IDCC : 9352

Entre :

Le syndicat central des horticulteurs et pépiniéristes d'Ille-et-Vilaine,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les salaires horaires prévus au point II « Classifications » de l'article 18 de la convention collective sont modifiés comme suit :

« A. – Personnel de production

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUALISÉ (pour 35 heures hebdomadaires)
101	9,61	1 457,52
102	9,88	1 498,50
201	9,93	1 506,08
202	9,99	1 515,18
301	10,10	1 531,87
302	10,20	1 547,03

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUALISÉ (pour 35 heures hebdomadaires)
401	10,49	1 591,02
402	10,76	1 631,97

Les salaires ainsi définis constituent des minimums sous réserve de l'application des dispositions légales concernant le Smic. »

« B. – Personnel de bureau

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUALISÉ (pour 35 heures hebdomadaires)
101	9,61	1 457,52
102	9,88	1 498,50
203	9,93	1 506,08
204	9,99	1 515,18
303	10,30	1 562,20
304	10,76	1 631,97

Les salaires ainsi définis constituent des minimums sous réserve de l'application des dispositions légales concernant le Smic. »

Article 2

Les salaires horaires prévus à l'article 58 de la convention collective sont modifiés comme suit :

« Personnel d'encadrement

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUALISÉ (pour 35 heures hebdomadaires)
501	11,21	1 700,22
503	11,48	1 741,17
601	12,32	1 868,57
701	13,65	2 070,30

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE de Bretagne.

Article 4

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au plus tôt au 1^{er} janvier 2016, sous réserve de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* au plus tard le 31 décembre 2015.

A défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016, elles s'appliqueront le premier jour du mois civil qui suit ladite publication.

Fait à Cesson-Sévigné, le 2 octobre 2015.

(Suivent les signatures.)